



Rencontre-débat avec Pierre Veltz

COMPTE RENDU

de la rencontre-débat organisée, le 21 mars 2019, à Paris,
par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et l'Institut des hautes études
d'aménagement des territoires (Ihédate), autour du dernier ouvrage de Pierre Veltz :
La France des territoires, défis et promesses.

La France des territoires, défis et promesses
livre une analyse riche, optimiste et dotée d'une
forte dimension prospective, des phénomènes
territoriaux de nature à engager l'avenir du pays.
L'hypothèse forte formulée par Pierre Veltz, dans
cet ouvrage, est celle d'un « tournant local »
qui permet de réinterroger à la fois les modèles
de développement territorial et les catégories
utilisées pour penser les territoires.

Pierre Veltz

est sociologue et économiste, spécialiste de la mondialisation, de l'industrialisation et de l'urbanisation ; président du conseil scientifique de l'Ihédate.

DISCUTANTS**Sandra Moatti**

est directrice de l'Ihédate et

Hugo Bevort

est directeur des stratégies territoriales au CGET.

ANIMATION**Stéphane Cordobès**

est conseiller auprès du directeur des stratégies territoriales au CGET.

Réinterroger les modèles de développement territorial : vers un « tournant local »

Pierre Veltz identifie trois périodes historiques du développement territorial.

Les Trente Glorieuses : le développement territorial est pensé de manière descendante et centralisée (cf. création de la Datar). La période est celle de l'unification du territoire et de l'économie nationale, auparavant pensée comme un archipel d'économies locales. Cette intégration se fait grâce à une action forte de l'État, en lien avec les grands industriels, pour investir un territoire français vu comme « taylorisé » (perte d'emplois industriels en Île-de-France au profit des activités amont ; localisation planifiée d'usines dans les espaces où les mines ferment...).

À partir du milieu des années 1970, date à laquelle l'emploi industriel atteint, en France, son maximum, il se met à décroître. Il devient alors difficile pour l'État de demander aux grandes entreprises de contribuer à l'équilibre du développement territorial, puisque ces dernières perdent des emplois. Le nouveau paradigme est alors celui du développement local. Districts italiens, systèmes productifs locaux de la Datar... : chaque territoire est invité à se différencier pour trouver son propre chemin de développement à partir d'une base locale, de ressources spécifiques comme les compétences, la confiance entre les acteurs locaux...

Aujourd'hui s'amorce un « tournant local » : la dimension locale du développement se trouve renforcée par l'impératif de la transition écologique (climat, biodiversité, circuits courts, organisation locale des flux...). La proximité, le fait d'être petit, ne sont alors plus seulement valorisés d'un point de vue fonctionnel comme des facteurs utiles, mais deviennent une valeur en soi. Cette mutation s'opère au sein d'une mutation culturelle plus large, celle du paysage des

valeurs (l'autonomie individuelle est préférée à la sécurité ; les actions doivent avoir du sens et déboucher sur un résultat concret, même s'il est modeste : valeur du « faire »...)

Pour Pierre Veltz, ce « tournant local » du développement territorial a une forte dimension positive (il est source d'énergie, de créativité, de motivation) et est en phase avec plusieurs tournants dans l'économie (nouveaux compromis entre la centralisation et la décentralisation des systèmes, à travers les énergies renouvelables spécifiques aux territoires, la rétraction des longues chaînes de valeurs mondialisées avec le numérique 4.0, et des formes de relocalisation dans les chaînes de valeur industrielles.

Mais il est aussi source d'interrogations de plusieurs ordres :

- **technique** : qu'advient-il des nécessaires interconnexions et articulations entre les réseaux (transport, énergie...) ?
- **écologique** : jusqu'à quel point l'approche locale est-elle pertinente, dans un contexte où les défis environnementaux sont globaux ? Nous manquons d'outils pour penser la relation entre échelles locale et globale.
- **politique** : la valorisation du local peut aussi s'accompagner d'un versant régressif de repli sur soi et de refus de l'altérité. Est également posée la question des solidarités interterritoriales (partage d'énergie, de ressources...), car le seul échelon véritablement redistributif aujourd'hui, c'est le national (*via* la fiscalité principalement) : la mise en commun des ressources à l'échelle locale est faible, la redistribution entre régions européennes est limitée car les budgets alloués sont relativement faibles.
- **économique** : qu'en est-il de la création d'emplois et de la réindustrialisation pourtant nécessaires au pays ? Comment articuler cet impératif avec le tournant local et écologique ? L'investissement massif dans

la transition écologique est-il en mesure de créer des emplois en nombre suffisant ? La combinaison des deux enjeux se trouve dans certaines formes nouvelles de développement économique « anthropocentré » : l'économie de la santé, du bien-être, de l'éducation ou encore de la mobilité... combinent créations d'emploi et fort ancrage local.

Dépasser les catégories descriptives du territoire (métropoles, villes moyennes, petites villes...), construits statistiques et politiques qui empêchent de penser les enjeux territoriaux de demain

Pierre Veltz appelle à arrêter de mettre les territoires dans des « boîtes » dont on oppose artificiellement les contenus (cf. structuration des associations d'élus par exemple).

Abandonner des catégories qui sont hétérogènes : toutes les métropoles n'ont pas des dynamiques également positives ; les inégalités sont plus fortes au sein des métropoles qu'entre ces dernières et leur périphérie... Malgré cela les thèses de Christophe Guilluy sur l'opposition métropoles/France périphérique ont beaucoup marqué les esprits.

Penser les interdépendances plutôt que les différences entre les territoires : comment peut-on les accélérer, les valoriser ?

Sortir d'une vision fataliste du développement économique, souvent teintée de déterminisme géographique : dépasser la vision immobile de territoires « perdus » ou « condamnés », car on observe bien des rebonds dans des espaces sans « atout » au sens classique du terme. Ce qui fait le développement aujourd'hui, ce sont moins les facteurs traditionnels des économistes et des géographes que la sociologie et l'histoire, les capacités de « leadership » d'un noyau de personnes (cf. le capital social). Mais certaines régions comme le Nord-Est du pays ont été historiquement structurées par de grands acteurs (mines, sidérurgie...) et en ont hérité un plus fort attentisme envers l'État : malgré une bonne situation géographique et des créations d'emploi, il y manque des entrepreneurs.

Redéfinir les limites et repenser la relation entre des espaces synergiques : métropoles, périurbain, espaces ruraux fonctionnent ensemble autour des enjeux d'énergie, d'écologie, de tourisme, d'accès aux services... Il faut alors nouer de nouvelles alliances qui permettraient de sortir de l'opposition mortifère entre centres et périphéries. Pourquoi, par exemple, ne pas penser des coopérations autour de la multi-résidence (il y a de l'emploi dans les métropoles mais la qualité de vie est meilleure dans les territoires dits périphériques : penser un partage du temps entre les deux ?) ?

QUESTIONS/RÉPONSES AVEC LA SALLE (SÉLECTION)

QUESTION. *La question de la bonne échelle du développement local est ancienne. Du découpage historique et fonctionnel des « pays », on est passés au découpage descendant et normalisé par le centre des intercommunalités, dont la taille s'agrandit : ce découpage est-il vraiment efficace pour permettre la connexion entre les acteurs et l'impulsion d'un développement local ? La Datar, initialement, cherchait à équilibrer l'urbain et le rural. Il y a une quinzaine d'années, elle s'est focalisée sur le « tout urbain » avec l'idée que le développement des métropoles ruissellerait sur les autres espaces. C'est une*

grave erreur, cela ne fonctionne pas : à quand le retour d'une vraie politique de développement qui allie urbain et rural ?

PIERRE VELTZ. Tous les périmètres sont mauvais, tout dépend des sujets qu'on veut traiter ! Il faut davantage parler du substrat des politiques que de l'organisation de notre système institutionnel. Il y a un relatif consensus sur ce qu'il faudrait faire de ce point de vue, mais on ne le fait pas. L'important est de renouer les récits parallèles autour de la solidarité sociale, industrialisation, écologie et création d'emplois, dans les territoires.

QUESTION. *Quand on démarre du local et que quelque chose marche, comment le faire grandir à une échelle plus large ?*

PIERRE VELTZ. L'État a des pulsions de reproductibilité des expériences réussies : il veut normer, universaliser, mais d'une expérience locale on doit tirer des expériences et pas essayer de reproduire à l'identique. Chaque territoire doit inventer sa solution. Le rôle de l'État est de faire circuler les bonnes idées, de mettre en débat, plutôt que de vouloir normer. On a « la chance » d'avoir un petit territoire et un État assez centralisé : il faut en profiter pour favoriser la circulation des idées, les échanges... [Stéphane Cordobès a signalé que le CGET travaille sur le changement d'échelle des expériences locales réussies.]

QUESTION. *Si le développement passe par des acteurs, des réseaux, des « gens qui ont envie de s'en sortir », n'y a-t-il pas une forme de fatalité liée au capital social présent ou non dans les territoires ?*

PIERRE VELTZ. Si, il y a des spirales négatives à partir desquelles il est difficile de rebondir... mais pas non plus de fatalité. Retrouvez-vous les manches !

QUESTION. *Dans un contexte de moyens à la baisse pour les collectivités et de changements répétés d'autorités gestionnaires des compétences, les territoires peuvent-ils vraiment se saisir des enjeux de la transition énergétique ?*

PIERRE VELTZ. La question des échelles reste centrale et ouverte. Il faut prendre garde à un tournant localiste (entendu dans un sens négatif) qui consisterait à penser le développement des territoires en isolats.

QUESTION. *La question du vieillissement n'est pas suffisamment anticipée, elle est pensée sous l'angle de la dépendance mais jamais sous celui d'un potentiel pour les territoires (les personnes âgées peuvent aussi être acteurs et ressources du développement local !)*

PIERRE VELTZ. [Une question importante que Pierre Veltz n'a pas étudiée. Stéphane Cordobès (CGET) a signalé que le CGET mène des exercices de prospective avec des personnes âgées dans les territoires.]

QUESTION. *La mondialisation travaille les territoires : comment mener à bien les défis de la transition du système agricole et alimentaire à l'échelle locale alors qu'elle n'a pas le même poids et pas les mêmes armes que l'économie mondialisée ? N'y a-t-il pas une nécessité de régulation de la mondialisation pour donner de l'air, une chance, au développement local ?*

PIERRE VELTZ. Beaucoup de choses se jouent en effet autour de l'alimentation. Sur ce sujet, le local et le global interagissent depuis très longtemps. Aujourd'hui, à l'échelle mondiale, l'évolution de l'industrie est préoccupante, car même si individuellement les industries sont plus vertueuses, leur impact global est énorme (consommation d'énergie, épuisement des ressources...). S'il n'y a pas d'organisation à l'échelle mondiale sur ces questions, les projets locaux sont voués à l'échec.

QUESTIONS/RÉPONSES AVEC LES DISCUTANTS

SANDRA MOATTI. *Un ouvrage optimiste, qui donne des solutions plutôt que de pointer les freins, même si Pierre Veltz a l'honnêteté de faire part de questions auxquelles il n'a pas les réponses.*

SANDRA MOATTI. *Le livre aborde le tournant local et la « pause » dans la mondialisation observée à partir de plusieurs indicateurs (IDE, commerce extérieur...). Mais il n'aborde pas le sujet des données, dont l'exploitation génère pourtant des économies de réseaux énormes qui bénéficient aux Gafam* : la question de la territorialisation de la valeur est posée.*

PIERRE VELTZ. Les Gafam ont un rôle central dans l'économie et le fonctionnement des territoires aujourd'hui. Qui maîtrise la donnée capte la valeur. Mais c'est un sujet européen plus que français. On pourrait construire des systèmes de mobilité intelligents en France, qu'on pourrait ensuite exporter. Aujourd'hui, ce qui fait la différence est de pouvoir monter rapidement en puissance, mais cela nécessite un grand marché intérieur au départ, du fait des spécificités normatives des pays, ce qui donne un énorme avantage à la Chine et aux États-Unis et constitue un frein pour la France.

SANDRA MOATTI. *Le livre pose un regard sur les inégalités territoriales qui reste inquiet : inégalités de mobilité, logiques d'entre-soi qui sont avant tout celles des plus riches, évolution vers une société en sablier qui fait disparaître les classes moyennes, en lien avec la baisse de l'emploi industriel.*

PIERRE VELTZ. Beaucoup de sujets posent en effet problème, notamment l'entre-soi dans les grandes écoles où la mixité a quasiment disparu. Ce phénomène entretient une fracture sociale en France : on a du mal à parler ensemble. Auparavant, on n'avait pas les mêmes opinions sur un même sujet, mais aujourd'hui on a même du mal à trouver des sujets communs, on ne parle plus des mêmes choses. En revanche, il n'est pas vrai que cette fracture sociale se traduit par une fracture territoriale. Le rôle de l'aménagement du territoire est de réfléchir à des solutions concrètes.

HUGO BEVORT. *Il faut souligner la qualité d'énonciation de ce livre, récit global qui embrasse et croise des transformations culturelles, écono-*

miques, géographiques. L'enjeu aujourd'hui est en effet de fixer un nouvel imaginaire géographique et national : or, ce livre propose un discours alternatif aux visions simplistes des fractures territoriales.

HUGO BEVORT. *Mais comment peut-on être encore optimiste aujourd'hui, sans traduire une inconscience de classe, liée à une appartenance sociale et territoriale favorisée ?*

PIERRE VELTZ. Le livre a été achevé au moment où les gilets jaunes ont commencé à occuper les ronds-points, mais pourtant le contenu n'a pas changé. Je ne suis pas tant optimiste qu'excédé par le déclinisme, qu'il soit local ou national. La France a des atouts extraordinaires : des grandes villes qui se transforment, une ville-monde, une diversité des paysages... Je suis peut-être à distance de la souffrance sociale, j'ai pourtant vécu dans des milieux diversifiés et ne suis pas né à Paris, je n'ai pas le complexe des plus nantis. L'inquiétude, aujourd'hui, est qu'on est dans une société qui offre très peu d'occasions de mélange social.



* acronyme des géants du Web – Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES



RETROUVEZ-NOUS SUR

www.cget.gouv.fr

